

VERS LE 18 MARS 1871 (1) ...

Une lutte terrible s'apprête. Chacun le pressent.

Le gouvernement, nommé à Bordeaux par l'Assemblée la plus réactionnaire que la France ait encore élue, n'inspire aucune confiance aux républicains même les plus modérés.

Les insultes prodiguées à Garibaldi par cette réunion de « ruraux », comme les a justement appelés le citoyen Gaston Crémieux, de Marseille, ont soulevé d'unanimes réprobations. Il semble vraiment que ces gens aient perdu tout sens national pour se conduire ainsi envers l'homme qui, oubliant ses justes griefs contre les vainqueurs de Mentana, a mis si généreusement son épée au service de la France.

Ils sont bien les dignes descendants de cette noblesse qui, depuis des siècles, n'a jamais hésité à trahir la patrie lorsqu'elle y a trouvé son intérêt.

C'est là encore une légende à détruire que le prétendu patriotisme de l'aristocratie française à toutes les époques de notre histoire.

Ces pleutres ne veulent pas venir à Paris - qu'ils ont en haine à cause de sa trop longue résistance.

« Soit, disent les Parisiens, nous n'avons point besoin d'eux. Arrangeons-nous pour ne relever désormais que de nous-mêmes en tout ce qui concerne nos seuls intérêts ».

Telle est l'idée qui se fait jour peu à peu, même dans les réunions purement républicaines et notamment parmi les défenseurs de la République qui se rassemblent chez Chavagnat, l'ancien patron de Tolain. L'idée de proclamer la Commune regagne chaque jour le terrain perdu depuis le 31 octobre.

Singulière situation d'esprit, amenée par les haines stupides systématiquement attisées, depuis 1848, contre Paris dont depuis vingt ans et plus, la province incrimine le prétendu despotisme.

« Eh bien, soit, lui répondent les Parisiens, transportez à Fouilly-les-Oies le siège du gouvernement si le cœur vous en dit; mais alors nous entendons à l'avenir jouir dans la gestion de nos affaires de la même latitude que possède à cette heure cette célèbre commune ».

Qu'avez-vous à dire contre?

D'autre part, le Comité central des délégués de bataillons est fermement résolu à résister à toute tentative de restauration monarchique, rêve de l'Assemblée de Bordeaux, et ce Comité dispose d'une force armée considérable avec laquelle il faudra compter.

Grâce à l'énergie et à la présence d'esprit de quelques citoyens, ce Comité central possède même une artillerie respectable, laissée par mégarde au parc de Passy et qui, sans eux, fût tombée aux mains des Prussiens.

Le gouvernement prétend, il est vrai, reprendre ces canons comme appartenant à l'Etat. Mais il n'y a aucun droit, puisqu'ils sont le produit de souscriptions volontaires faites par les Parisiens pendant le siège. Ceux-ci en revendiquent très justement la propriété.

(1) Titre de l'extrait choisit par *Anti.mythes*.

En attendant, les pièces sont placées sur les hauteurs de Montmartre et de Belleville où elles sont soigneusement et sans cesse surveillées par des gardes nationaux décidés à ne pas les laisser enlever.

Il y a là tous les éléments d'un prochain conflit.

«Mon cher ami, me dit un soir Vermorel après avoir soupé à la maison, je vous annonce mon prochain départ pour l'Amérique. J'ai un cousin à New-York qui m'engage fortement à l'y aller rejoindre.

J'ai assez de toute cette abominable politique qui n'est qu'un éternel «ôte-toi de là que je m'y mette». Je suis jeune; je ne crains ni la peine ni la fatigue, je ne conçois le pain gagné que par le travail. Il est temps de partir».

«Je comprends cette résolution, lui dis-je, car, plus jeune, peut-être, vous imiterais-je. Mais, chez moi, le pli est pris et je sens que je resterai ici à tous risques.

Adieu donc et tâchez d'être là-bas plus heureux que nous. Vous n'y aurez pas grand peine».

Et moi aussi je suis profondément découragé. J'ai perdu foi en Paris depuis le 31 octobre. Cinq mois durant il n'a montré qu'un courage passif. Il a subi, il est vrai, avec dignité les souffrances d'un long siège. Même livré vaincu, il a su imposer à ses vainqueurs assez de respect pour que ceux-ci aient renoncé à l'entrée triomphale qu'ils s'étaient promise... C'est seulement par une porte timidement entre-baillée qu'ils ont pu le contempler - de loin.

Mais Paris a volontairement aussi accepté d'être chaque jour trahi par des hommes dont il connaissait depuis longtemps déjà les turpitudes et les bassesses. Il les a maintenus au pouvoir quand quelques-uns de ses enfants ont voulu les en chasser honteusement. Il a avalé le plan, le fameux plan!...

Je ne puis croire qu'il ait assez de ressort pour faire une révolution.

Et que deviendra alors la République, pour laquelle coule tant de sang depuis bientôt un siècle?

En attendant, il me faut aussi à mon tour songer à mes propres affaires et procurer de quoi vivre aux miens.

L'oncle par alliance de mon ami le musicien Ed. Lalo fait de grandes affaires commerciales. Il m'offre d'aller m'installer au Havre, où je le représenterai ainsi que quelques autres de ses confrères.

A l'arrivée de leurs bâtiments, je vérifierai les marchandises, les contrôlerai avec les échantillons ayant servi de base aux marchés. J'en prendrai ensuite livraison ou, en cas de désaccord, je ferai le nécessaire. Puis j'expédierai les réceptions sur les points désignés.

Les émoluments fixes et la commission qui me sera accordée me fourniront une situation très acceptable.

Comme je ne dois entrer en fonctions régulières qu'au premier mai, je ferai d'ici là une tournée dans le centre de la France pour y conclure quelques marchés de fourrages dont mon nouveau patron a un pressant besoin.

Je me propose même de pousser jusqu'à Genève où notre fils aîné est resté tout le temps du siège sans recevoir de nos nouvelles.

Enfin, le citoyen Vaillant nous a invités, Beslay et moi, à passer quelques jours à Vierzon, où il habite avec sa mère.

Beslay et moi nous avons fixé notre départ au 20 mars.

Nous nous trouverons au premier train du matin à la gare d'Orléans, et en route d'abord pour Vierzon.

Beslay veut m'aider à faire mes premiers marchés.

Tous ces projets sont loin de me déplaire et cependant j'éprouve malgré moi une grande inquiétude à la pensée de laisser les miens seuls à Paris pendant aussi longtemps.

Le soir même de nos conventions, à peine de retour chez moi, arrivent deux citoyens qui se sont présentés plusieurs fois inutilement dans la journée pour me parler.

Un seul m'est un peu connu, c'est le citoyen F. H., que j'ai rencontré quelquefois dans les réunions. Son compagnon a toute la mine d'un policier et ne m'inspire aucune confiance. Je l'ai seulement vu une fois au conseil de guerre, durant notre jugement et il y a tenu des propos assez étranges.

Ces citoyens m'expliquent qu'ils sont envoyés par le comité central de la garde nationale pour me demander si on peut compter sur moi lorsque éclatera le mouvement dont le signal doit être donné prochainement et si j'accepterais le poste de ministre de l'intérieur.

Ma première impression est que j'ai affaire à deux fous. Pourquoi, pensai-je, le Comité central me ferait-il faire de telles offres? N'a-t-il pas sous la main un personnel suffisant? Comment supposer qu'il aille ainsi proposer cette importante fonction à un citoyen qui ne fait point partie de son organisation et n'a eu nulle relation avec lui depuis sa formation ?

Mes visiteurs insistant, je leur fais part de mes doutes sur la réalité de leur mandat - et ils en paraissent tout décontenancés.

Prenant alors la chose en riant, je leur annonce que, sorti trop récemment de l'intérieur, je préfère pour le moment l'extérieur et je les congédie, me demandant de plus en plus à quelle sorte de gens je viens d'avoir affaire.

Le lendemain, je raconte l'histoire à Briosne, que je trouve chez lui, souffrant plus que jamais de ses vomissements de sang, et je lui cite les noms. Il les connaît. Ce sont en effet deux membres du Comité central. Mais, comme moi, il est persuadé que ces messieurs sont deux idiots qui ont tout simplement voulu se donner de l'importance.

Briosne aussi pense que l'heure du conflit est proche et tous deux nous sommes convaincus que si c'est du Comité central que part le signal de la lutte, les révolutionnaires marcheront au devant d'une sanglante défaite.

Gustave LEFRANÇAIS.
